



CONVERGENCES 8

Feuille d'infos apériodique de l'Espace de Convergences de Caen - 24 novembre 2018 - Prix libre
Pour recevoir des infos, les prochains numéros en version numérique, prendre contact : maraiscaen@laposte.net
Reproduction /diffusion libre et vivement encouragée...

ÉDITO

Depuis le 17 novembre, le mouvement des gilets jaunes a fait une irruption fracassante sur la scène sociale, politique et médiatique française.

Une profonde colère sociale, qui ne cessait d'augmenter, était depuis longtemps palpable dans le pays. Elle ne se reconnaissait visiblement pas dans les mouvements sociaux traditionnels de ces dernières années, plus ou moins encadrés par les confédérations syndicales et par les partis de gauche.

Cette colère sociale massive, trop longtemps contenue, a fini par se trouver son propre débouché. La hausse des prix du carburant aura été son élément déclencheur. Mais cette colère va évidemment bien plus loin que le simple prix de l'essence...

L'appel à bloquer le pays le 17 novembre a été massivement entendu car il était spontané, non relié à une force politique ou syndicale quelconque, parce qu'il laissait à chacun-e la possibilité de se l'approprier, d'y greffer son mécontentement général, de s'auto-organiser avec sa famille, ses ami-e-s, ses collègues pour y participer, et parce qu'il invitait directement à l'action, à bloquer au lieu de simplement manifester d'une manière inoffensive.

Le 17 novembre, on a donc vu des centaines de milliers de prolos, de précaires, d'intérimaires, de galérien-ne-s, de travailleurs-euses à la retraite, de petits paysan-ne-s, commerçantes, artisan-e-s qui ne vivent que de leur travail, sans exploiter personne, sortir au grand jour, se rassembler et faire l'expérience joyeuse de leur force collective en bloquant le pays.

Parce que ce mouvement de révolte est, très majoritairement, celui de damné-e-s du système capitaliste, trop longtemps exploité-e-s, précarisé-e-s dans leurs conditions de travail et d'existence, méprisés par les classes dirigeantes et possédantes, nous y participons, comme nous avons participé à bien d'autres mouvements auparavant (contre les différentes Loi Travail ou aux cotés des cheminot-e-s, des étudiant-e-s, des agents territoriaux-ales), en affichant nos bases de lutte de classe indépendante, de solidarité et de convergence des luttes, notre antiracisme et notre anticapitalisme.



ROND-POINT D'IFS, L'APRÈS-MIDI DU DIMANCHE 18 NOVEMBRE

1000 nuances de jaune fluo...

On a encore peu de recul sur le mouvement des gilets jaunes mais certains médias jouent déjà les analystes officiels et cherchent à imposer leurs visions, souvent remplies de clichés et de mépris. Ainsi, la dizaine de cas de violences homophobes, sexistes et racistes recensés (et très médiatisés pour décrédibiliser le mouvement) n'ont été réalisés que par quelques dizaines de personnes tout au plus. Le caractère minoritaire de ces incidents ne peut justifier de mettre dans la même case l'extrême droite et le mouvement des gilets jaunes et les bien plus de 300 000 personnes mobilisées les 17 et 18 novembre.

Seule la réalité de terrain peut nous en apprendre plus. De notre expérience normande, la situation semble différente. Sur certains piquets on a croisé pas mal de camarades sans étiquettes habitués des luttes sociales locales, de syndicalistes combattifs de SUD et de la CGT et de participants aux manifs de soutien aux migrants. Au blocage d'un rond-point près de Rots, des gilets jaunes ont dégagé des individus racistes qui essayaient de s'incruster.

S'il y a effectivement une grande diversité sociale et culturelle chez les gilets jaunes, la majorité sont des intérimaires, des précaires, des chômeurs-euses, des ouvriers-ères, des retraité-e-s, provenant des villes comme des campagnes. Beaucoup de femmes sont aussi présentes, ce qui n'est pas surprenant vu qu'elles sont les plus touchées par la précarité. Le sous-emploi et la précarité semble être un des traits communs des gilets jaunes, puisque c'est justement ce « temps libre » subi, ou la pause de RTT ou de jour de congés, qui permet de se relayer sur les piquets sans se mettre en grève. Et contrairement à ce qu'on entend, les revendications sont plus larges que la taxe sur le gazole, mais affirment globalement un ras-le-bol contre l'État et ses politiques pro-capitalistes et d'austérité. Méfions-nous des analyses d'une certaine gauche bien-pensante qui regarde avec mépris ce mouvement, l'oppose trop facilement à l'écologie et cherche à ranger artificiellement « à droite » des manifestant-e-s dont le plus grand dénominateur commun est d'être du côté des dépossédé-e-s.

Vers un conflit long et dur ?

La détermination des participant-e-s au mouvement des gilets jaunes ne fait aucun doute. Celle du gouvernement non plus qui refuse de lâcher quoi que ce soit, en diminuant le prix des carburants ou en augmentant les salaires, les retraites et les minima sociaux.

Même s'il est inquiet par l'ampleur du mouvement, son caractère indépendant, auto-organisé et imprévisible, le pouvoir ne cédera pas facilement ni volontairement. On va assister, comme dans toute lutte, à un rapport de force qui va se durcir.

Le mouvement va probablement connaître des pics de conflictualité tous les week-end tandis que de nombreuses actions de blocage plus réduites chercheront à maintenir la mobilisation et l'agitation au cours des jours ouvrables de la semaine.

De son côté le gouvernement cherche déjà à délégitimer le mouvement en alimentant les peurs de la récupération d'extrême droite, de l'infiltration ultra-gauche, des « casseurs » violents, des « dommages » causés à l'économie et l'emploi, de la crise écologique. Ces discours politiques et médiatiques de peurs essaient d'isoler un mouvement que plein de gens sont susceptibles de rejoindre et visent à préparer l'opinion publique à un durcissement de la répression policière contre les gilets jaunes.

Macron va aussi certainement essayer de « jouer la montre » en espérant l'épuisement des manifestant-e-s et que les fêtes de fin d'année entraîneront la disparition finale du mouvement.

Les piquets de blocage en semaine risquent d'être plus souvent et brutalement délogés par les forces de police. Les menaces de poursuites, le fichage, les provocations, les arrestations et les inculpations ou les amendes risquent d'être plus fréquentes. Inévitablement, quoi qu'on en pense, les affrontements risquent de se multiplier surtout pendant les grandes mobilisations de fin de semaine.

Face à cela, la force du mouvement résidera dans son sens de la solidarité (y compris avec les inculpé-e-s qui, espérons-le, ne resteront pas seuls et isolés face à la justice du pouvoir), dans sa capacité à s'élargir et à accueillir de nouvelles personnes, à s'allier avec des travailleurs-euses de différents secteurs qui pourraient entrer en grève, dans la diversité de ses actions et de ses cibles, dans sa mobilité, sa capacité à multiplier et déplacer les actions de blocage plutôt que de s'enfermer dans une résistance à tout prix quand le rapport de force est défavorable.

Le mouvement contre la Loi Travail de 2016, l'intervention de 2500 gendarmes pendant des semaines contre la ZAD de Notre Dame des Landes sont là pour nous rappeler que les gouvernements sont capables de taper très fort lorsqu'ils se sentent menacés par un mouvement de lutte dynamique.

« Frapper au porte-monnaie » : perturber l'économie, entraver les profits...

Perturber ou occuper les institutions comme les mairies, les centres d'impôts, les préfectures, etc., sont des actions d'agitations symboliquement fortes, mais ralentir l'économie reste l'action la plus efficace face au gouvernement. Bloquer l'économie (les zones industrielles et commerciales, les dépôts de carburants, etc.) c'est « prendre à la gorge » les capitalistes comme ils nous le font quotidiennement !

Mais comment faire pour éviter de se mettre à dos d'autres secteurs de la population? Il est évident qu'il y aura toujours des mécontenté-e-s (surtout du côté du patronat et des élu-e-s) mais autant limiter leur nombre. Par exemple, lors de blocage de ronds-points, ce qui compte, ce n'est pas tant de retarder très longtemps les véhicules de particuliers que de bloquer plus longuement les camions de marchandises, les véhicules d'entreprises et les engins de travaux (en offrant le café aux routier-e-s)...

Plutôt que de bloquer un péage, mieux vaut le transformer en péage gratuit, ce qui permet à la fois d'impacter l'économie tout en popularisant la lutte.

Et pourquoi ne pas faire des actions similaires même avec les parkings ou certains services publics ? Soyons inventifs et touchons positivement aux porte-monnaies des usagers et négativement à ceux des grands industriels qui imposent leurs désirs au peuple via le gouvernement Macron !

Élargir le mouvement !

Il est primordial de continuer à élargir la lutte pour que le mouvement gagne en nombre et en force, de discuter avec un maximum d'indécis-e-s et d'inviter tout le monde à rejoindre les points de blocage quelle que soit sa couleur de peau, sa nationalité, sa religion supposée ou ses préférences sexuelles.

Le mouvement s'est clairement organisé sans les syndicats. Cela ne signifie pas cependant qu'il s'est organisé contre eux.

Il faut d'ailleurs distinguer les hautes sphères des syndicats et les sections locales, souvent bien plus combattives que les directions parisiennes car elles ont les pieds sur terre !

On croise pas mal de syndicalistes de base sur les piquets. À elles et eux de secouer leurs structures syndicales locales pour qu'elles appuient le mouvement et viennent le renforcer !

Et souhaitons que le mouvement des gilets jaunes ouvre une large brèche dans la résignation et stimule la multiplication de grèves locales, dans le public comme dans le privé. La généralisation de mouvements de grève, alliée avec la généralisation des blocages, pourrait rendre la situation ingérable pour le gouvernement et l'obliger à faire des concessions...

Ainsi, la CGT de la raffinerie Total de La Mède, près de Marseille, a lancé une grève (80% de participation) pour des augmentations de salaires, en liaison avec le mouvement des gilets jaunes. Cette raffinerie est désormais à l'arrêt.

La solidarité et la convergence entre les différentes luttes sociales est importante car c'est bel et bien la même logique qui s'abat sur tous et toutes, celle du profit qui prime sur nos vies !

Et l'écologie dans tout ça ?

La classe politique et médiatique veut nous faire croire que les manifestant.e.s en gilet jaune se moqueraient de l'écologie, une idée caricaturale qui tend à instaurer une division au sein de la population.

Les politiques et les industriels sont les véritables fautifs de la crise écologique. Ce qu'il faut entendre derrière la « transition écologique » n'est rien d'autre que l'instauration d'un capitalisme vert qui sous prétexte d'écologie vise surtout à créer de nouveaux marchés d'où tirer des profits. Le capitalisme se nourrit de ses propres dégâts.



En témoigne la voiture électrique, censée être plus propre que les voitures à essence, alors que les batteries nécessaires à leur fonctionnement sont extrêmement polluantes. De plus, l'alimentation de ces voitures comme le « tout électrique » en général ne fait que renforcer l'industrie nucléaire française (Areva et EDF) dont les déchets mettent plus de 200 000 ans à perdre leur radioactivité. L'implantation des centrales nucléaires détruit la biodiversité et font courir des risques de catastrophes écologiques majeures comme ce fut le cas à Tchernobyl ou à Fukushima.

Les travailleurs-euses et les précaires ne sont pas responsables de la crise écologique, pas plus qu'ils et elles ne sont responsables de la crise économique mais c'est toujours eux et elles qui sont censé-e-s payer ces crises. En effet, on ne leur a jamais demandé leur avis sur l'aménagement du territoire et sur les stratégies industrielles aux conséquences écologiques importantes.

Les attaques contre les plus démunis.e.s ne s'arrêtent pas à la hausse du prix du carburant, s'ajoute à cela l'accès difficile aux transports publics qui sont de plus en plus délaissés (non entretien des petites lignes SNCF, peu ou pas de transports publics, prix des abonnements de transports en commun type « Passe Navigo » excessifs etc.). Ce délaissement des transports publics s'explique également par les investissements massifs dans la construction de lignes à grande vitesse qui servent essentiellement les classes supérieures qui se déplacent entre les différentes métropoles françaises ou européennes.

Les taxes mises en place par le gouvernement viennent confirmer la volonté des décideurs politiques de sanctionner les consommateurs-rices plutôt que les producteurs, sans jamais s'attaquer aux pollutions, aux gaspillages et surtout aux profits inouïs de la production capitaliste. Les plus gros pollueurs ne sont pas les travailleurs-euses et chômeurs-euses précaires mais les grandes multinationales (Total, Suez, Veolia, Saint-Gobain, La Farge, etc.) dont les bilans carbone figurent dans le top mondial des plus gros pollueurs.

Les mesures prises par les différents gouvernements en faveur d'une soi-disant « transition écologique » ne sont que des leurres. Nous pensons que la plupart des gilets jaunes, comme les manifestant.e.s des marches pour le climat, se préoccupent de l'écologie et de l'état de la planète. Dans un cas comme dans l'autre, ils et elles se trouvent en face des mêmes ennemis : les entreprises capitalistes qui battent les records de pollutions dans leur course au fric et les États qui les accompagnent sans toucher aux juteux profits qu'elles tirent de leur pillage des ressources planétaires. Il y a donc bien un enjeu de classe sociale très fort dans l'écologie qu'il nous faut nous saisir pour travailler à la convergence des luttes et ne pas se laisser diviser plus qu'on ne l'est déjà.

LUTTES DANS LES HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES EN NORMANDIE : C'EST (PRESQUE) LA FOLIE !

L'état des soins psychiatriques en France se dégradent sévèrement depuis de très nombreuses années. Sur ces 6 derniers mois en Normandie, les combats menés par les salarié-e-s des hôpitaux psychiatriques sont impressionnants.

Impressionnants dans leur détermination, impressionnants par leur victoire et impressionnants par leur manque de retentissement.

Si l'on réalise un bref recensement, il est de bon ton de commencer par la lutte des salarié-e-s de l'hôpital psy du Rouvray, à Rouen.

Là-bas, à partir de Mai 2018, huit travailleurs se sont mis en grève de la faim, tenant jusqu'à 18 jours pour le plus déterminé, et entraînant l'hospitalisation de 3 d'entre eux ! Heureusement qu'ils ont gagné ! Deux services de soins en plus et 30 postes supplémentaires !

Fort de cette victoire, les salarié-e-s de l'hôpital psy du Havre ont embrayé le pas. Le 18 Juin 2018, ils occupent le conseil municipal, afin de faire comprendre le malaise aux élus. Trois jours plus tard, ils envahissent le conseil de surveillance de l'hôpital. La même semaine, quatre individus se perchent sur le toit des urgences pour accroître la pression.

A force de lutter, eux aussi ont fini par obtenir gain de cause ! Et même s'ils espéraient davantage, l'intersyndical a obtenu 34 postes supplémentaires ainsi que d'autres points techniques.

À Caen, le 16 Octobre, les salarié-e-s se retrouvent à une cinquantaine devant l'ARS complètement barricadé. Voulant rencontrer quelqu'un pour dire leur ras-le-bol, ils parviennent malicieusement à rentrer par une petite porte de derrière.

Nez à nez avec la chef de cabinet chargée de la communication qui, comble du comble, ne veut pas décrocher un mot, ils finissent par déguerpir après avoir fait évacuer le personnel en lien avec une alarme incendie.

Tout-e-s ces bons camarades (la plupart sont de modestes soignant-e-s syndiqué-e-s) se sont retrouvés pour déambuler le 21 Octobre dans les rues du centre de Rouen.

Plusieurs objectifs à cette manif qui s'est terminée sur le balcon de l'hôtel de ville. Presser les instances dirigeantes pour débloquer les postes promis, mais aussi soutenir les camarades en luttes dans les autres hôpitaux de France dont l'hôpital psy Philippe Pinel d'Amiens, en grève depuis plus de 150 jours !

C'est donc bien par la convergence que les salarié-e-s des hôpitaux psy décident de passer. Mais il serait opportun qu'ils passent aussi par l'autonomie (comme le collectif des blouses noires sur Rouen) et par l'inclusion dans leur luttes de beaucoup plus de monde concerné par la psychiatrie (psychiatrisées, proche de personnes malades, étudiant-e-s en médecine, etc.).

Après 7 mois de grève, les postier-e-s du 92 ont besoin de soutien financier !

Cette longue grève, dont on a déjà parlé dans le N°7 de « Convergences », a été entamée fin mars, contre le licenciement du combatif délégué départemental SUD-PTT, a rapidement élargi ses revendications : refus de la précarité, créations de postes pour faire face à l'augmentation continue de la charge de travail, refus de la « pause méridienne » qui coupe la journée de travail en 2 et la rallonge... **Malgré les menaces de la direction de la poste, les vigiles et les huissiers, les convocations au commissariat, le noyau dur des grévistes (environ 150 postier-e-s) tient bon mais ils et elles ont besoin de soutien financier pour continuer la lutte !**

Pour donner en ligne : <https://www.lepotcommun.fr/kgmfkl66>

Chèques de soutien : à envoyer à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonnal, 92250 La Garenne-Colombe. Chèques à l'ordre de SUD Poste 92, avec la mention « Solidarité grévistes » écrite au dos.

Pour info, l'Espace de Convergences des Luttes de Caen a envoyé 200 euros.

8 semaines de grève des femmes de chambre et des équipiers au palace Hyatt Park, place Vendôme

La grève a débuté fin septembre et depuis une cinquantaine de grévistes (femmes de chambre, gouvernantes et équipiers), tiennent un piquet quotidien devant le palace (1500 à 1800 euros la nuit...) malgré le harcèlement policier et les attaques de vigiles payés par la direction (déjà 2 grévistes blessés). Cette grève implique solidairement aussi bien des salarié-e-s du Hyatt Park que des salarié-e-s de la sous-traitance (groupe STN-TEFID) qui bossent sur le site depuis des années avec des conditions d'emploi plus mauvaises que celles des personnels embauchés par Hyatt Park. Ces « petites mains invisibles » du palace, souvent immigrées, sont durement exploité-e-s et revendiquent l'embauche directe par Hyatt des salarié-e-s de la sous-traitance, 3€ de plus par heure, le remboursement à 100 % des titres de transport, des représentant-e-s de proximité pour les personnels, la diminution des cadences, une prime d'intéressement annuelle, un compte pénibilité pour tou-te-s les salarié-e-s et l'accès au 1 % logement.

Les grévistes sont activement soutenu-e-s par leurs syndicats CGT-HPE et US CGT Commerce. La direction, pour l'instant, maintient son refus de négocier sérieusement et son attitude de mépris envers les grévistes.

Pour les soutenir financièrement en ligne : <https://www.lepotcommun.fr/pot/lvpwil8t/participer>

Chèques de solidarité, en mentionnant au dos « soutien grève Hyatt Paris-Vendôme » à la CGT-HPE 78 rue Henri Barbusse 92110 Clichy.